

Réglementation des prix

Allons-nous, nous les députés qui représentons ceux qui subissent chaque jour les effets de l'inflation, ceux qui voient le pouvoir d'achat de leur dollar diminuer de 10 p. 100 et à qui l'on vend des obligations du gouvernement à des taux d'intérêts inférieurs à la hausse du coût de la vie, et qui voyons la main-d'œuvre—et je le signale particulièrement à l'attention du ministre du Travail (M. Munro)—obtenir des taux d'augmentation toujours inférieurs à la hausse du coût de la vie, allons-nous rester sans rien faire? Ce serait abdiquer nos responsabilités. Le problème le plus grave au Canada est l'inflation et nous devons certes nous y attaquer. Il n'est pas possible de régler le problème de l'inflation au Canada sans avoir une politique des revenus efficace.

Les néo-démocrates disent, et je suis d'accord avec eux, qu'on peut faire un tas de choses à l'échelle du pays pour juguler l'inflation. Tout ce qu'il faut c'est avoir la volonté et l'énergie de le faire. Nous espérons que l'offre va augmenter. Nous devrions suivre toutes sortes de politiques de l'offre pour augmenter la production. Toutefois, pendant la période de transition, avant que l'offre et la production atteignent le marché, nous aurons l'énorme responsabilité de protéger nos concitoyens des ravages de l'inflation. Je ne crois pas que notre société puisse soutenir un rythme d'inflation de 10, 12, 14 et 15 p. 100. Nos structures institutionnelles ne sont pas conçues pour contrer pareille érosion des valeurs. Une société démocratique ne peut supporter ce genre de cycle inflationniste. Nous pouvons y faire quelque chose, mais seulement si nous voyons la situation telle qu'elle est vraiment.

L'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Le temps imparti au député est malheureusement expiré.

M. Gillies: Puis-je avoir deux minutes de plus?

L'Orateur suppléant (M. Boulanger): La Chambre y consent-elle unanimement?

Des voix: D'accord.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, j'espère sincèrement pouvoir persuader mes amis d'en face—je ne sais si j'y parviendrai—que les contrôles sélectifs ne donneront rien. Ils sont injustes. Je leur recommande de lire les observations que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a faites à ce sujet. Il est également très clair que les grandes politiques en matière fiscale, monétaire et de taux de change n'arriveront pas à mettre fin à l'inflation dans la structure économique actuelle. Il faut choisir d'autres voies, et j'exhorte le gouvernement à le faire.

L'Orateur suppléant (M. Boulanger): Le représentant de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a la parole.

M. Grier: Monsieur l'Orateur, avant qu'il commence son exposé, le représentant de Don Valley (M. Gillies) me permettrait-il de poser une autre question?

M. l'Orateur adjoint: Puisqu'on a accordé du temps supplémentaire au représentant de Don Valley (M. Gillies), je pense qu'on peut le faire avec le consentement de

[M. Gillies.]

la Chambre. Plaît-il que le représentant de Toronto-Lakeshore (M. Grier) pose une question?

Des voix: D'accord.

M. Grier: Le député a dit que les bénéficiaires étaient trop élevés cette année. Je lui demande s'il pense que les salaires sont également trop élevés.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de répondre à cette question. J'ai dit qu'à mon avis, certains bénéficiaires déclarés étaient supérieurs aux profits nécessaires pour attirer des capitaux dans les entreprises concernées. Voilà ce que j'entends par une marge bénéficiaire excessive. Dans le domaine des négociations syndicales et des taux de rémunération, il faut dire, et on peut le dire sans crainte, que les exigences de la main-d'œuvre sur l'économie ont été très faibles vu les énormes pressions inflationnistes auxquelles elle est soumise; elles n'ont pas été trop fortes du tout. Toutefois, si on s'embarque dans n'importe quelle politique de revenus—et j'adopte l'argument utilisé par mon ami ce matin—il faut une politique que le public considère comme juste, qui touche toute l'économie et tout le monde. Car, dans l'intérêt national, tous les groupes doivent essayer de résoudre ce problème ensemble.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'éprouve toujours du plaisir à écouter le député de Don Valley (M. Gillies) parce que je trouve beaucoup de ses arguments très intéressants. Ces jours-ci, il paraît se rapprocher de nos positions, mais il se garde bien de donner des détails précis sur ce qu'il entend vraiment par une politique de revenus. D'après lui, il serait facile de contrôler les salaires des cols bleus parce qu'ils négocient au grand jour. Comme ils n'ont pas de convention collective, on peut facilement fixer leurs salaires. Mais comment peut-on fixer les revenus d'un actionnaire, d'un avocat, d'un docteur, d'un dentiste, ou d'un cadre? Que peut-on faire pour celui qui n'appartient à aucun syndicat? Doit-on imposer le même plafonnement à son salaire?

M. Gillies: C'est une victime de l'inflation.

M. Nystrom: Oui, il en est aussi la victime si on ne plafonne pas son salaire, que ce soit 6 p. 100, comme a tenté le gouvernement de M. Heath en Grande-Bretagne ou un autre plafond comme celui qu'a retenu M. Nixon aux États-Unis. C'est l'une des questions auxquelles le parti conservateur n'a pas répondu bien qu'il ait entrepris une analyse qui paraît très intéressante.

Il m'a également plu d'entendre le député de Don Valley convenir avec nous que les bénéficiaires de cette année sont trop élevés. Je me demande si les membres de son parti acceptent son analyse de cet après-midi. Traditionnellement, ce n'est pas le genre de son parti. Les conservateurs considèrent que des bénéficiaires élevés sont nécessaires pour stimuler les investissements, lesquels à leur tour favorisent l'expansion de l'industrie, créent des emplois, etc. Le député de Don Valley semble faire fi de l'argument conservateur traditionnel qui circule au pays depuis bien des années. Je pense, comme le député de Toronto-Lakeshore (M. Grier) l'a dit, que le député de Don Valley fait un travail de solitaire essayant de préciser une politique qui plaît peut-être plus aux Canadiens qu'au parti conservateur.